

## Le grand retour de l'Etat régulateur

■ L'«interventionnisme» aiguë d'Etats comme les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne – nationalisation comprise – a pour le moins surpris. L'Europe a suivi. Au final, des centaines de milliards d'euros ont coulé dans le système pour éviter les faillites bancaires, pour garantir l'épargne, pour huiler les rouages des prêts interbancaires. Profond changement de philosophie politique ou pragmatisme face à la profondeur de la crise? Si les pays européens ne fonctionneront plus jamais comme avant entre eux – davantage de concertation – mais aussi avec leurs institutions, rééquilibrage des relations entre gouvernement et

Banque centrale –, certaines interventions restent temporaires, dictées par un certain pragmatisme, souligne en substance François Savary, responsable de l'investissement chez Reyl & Cie. D'autres sont plus durables, mais toujours limitées dans le temps – comme la garantie sur les prêts interbancaires qui court jusqu'à fin 2009. En revanche, ajoute l'économiste, l'interventionnisme étatique dans la réglementation du système et de son fonctionnement est, lui, durable, basé sur un vrai changement philosophique. D'approche du risque. Et qui changera le paysage bancaire. **AGD**

## Les nouvelles normes arrivent pour les produits financiers

■ Plus jamais ça. Plus jamais de pareille dissémination du risque. Les instances internes aux banques, mais aussi les Etats, évoquent un renforcement de la réglementation entourant le monde bancaire et financier. Mais il ne peut se faire que sur le plan international, que de manière concertée. Impossible toutefois d'empêcher une prochaine bulle. Ceci dit, les termes de transparence, de gestion des risques dominent un vocabulaire dont pourraient en revanche disparaître des notions comme billets de trésorerie et autres modes de financement d'entreprises peu translucides ou

certaines opérations de gré à gré. Voire les banques d'investissement. Sans oublier les ventes à découvert. En fait, parmi les tendances principales de la réglementation qui devrait voir le jour au soir de cet octobre sanglant figurent un retour à un système de financement des banques basé sur les dépôts ou encore une plus grande réglementation de la sphère des hedge funds – qui sera suivie d'une consolidation du secteur, prédit François Savary, responsable des investissements chez Reyl & Cie -. Sans oublier de nouvelles règles en matière de fonds propres dans les banques. **AGD**

